

***Communiqué***

« Action Publique 2022 »

et service public du permis de conduire :

Les inspecteurs et délégués lanceurs d'alerte !

Action Publique 2022, c'est le nom donné à un vaste plan de démolition du service public républicain, vecteur de coupes budgétaires d'une ampleur inédite dans les services publics (120 000 postes supprimés), et de recherche de missions de service public à privatiser.

Conséquence directe : certains membres du Gouvernement veulent ardemment la privatisation de l'examen B du permis de conduire !

Il ne fait pourtant aucun doute que l'intervention d'inspecteurs et de délégués fonctionnaires doit être renforcée, que ce soit au travers des missions d'examens, de contrôles ou de pédagogie. Il en va de l'intérêt général, le coût humain et financier de l'insécurité sur les routes ne pouvant être considéré comme un phénomène accessoire.

Toute privatisation de missions dans ce secteur renchérirait par ailleurs le coût du permis de conduire, ce dernier ne pouvant être considéré comme un simple produit de consommation. Un tel choix politique serait en outre particulièrement préjudiciable pour les jeunes en recherche d'emploi et pour les moins aisés de nos concitoyens. La notion d'acceptabilité sociale serait ainsi mise à mal.

Dans ce contexte, le SNICA-FO – syndicat majoritaire de la filière « permis de conduire et sécurité routière » - a déposé un préavis de grève spécifique pour le 22 mars prochain, journée de mobilisation dans la fonction publique pour la défense des services publics et du statut.

La FEETS-FO lui apporte son plein soutien dans cette action.

Paris, le 19 mars 2018

Pour tout contact:

Laurent Janvier - Secrétaire fédéral : 06 27 31 17 68